



Collectif **réfugiés** luxembourg-lëtzebuurger **flüchtlingsrot**

ACAT, AIL, ASTI, CARITAS, CLAE, CEFIS, PASSERELL, MEDECINS DU MONDE, REECH ENG HAND

www.lfr.lu

Secrétariat 2018/2019 assuré par :	Adresse de contact :	Personnes de contact :	E-mail :
ASTI a.s.b.l.	10-12 rue Auguste Laval L-1922 Luxembourg Tél : 43 83 33.1	Sérgio Ferreira Marc Piron	sergio.ferreira@asti.lu marc.piron@asti.lu

Luxembourg, le 8 avril 2019

Opération Sophia – combattre la criminalité sans protéger les victimes ?

Le Conseil de l'Union Européenne a mis fin le 29 mars dernier aux opérations navales de EUNAVFOR MED Opération Sophia, en l'absence de consensus entre les États membres sur le débarquement et l'accueil des personnes sauvées. Cette décision, prise à l'unanimité, s'ensuit à une dégradation constante et généralisée des conditions de sauvetage en mer, dont l'interdiction de navigation des navires affrétés par les ONG a été la face la plus visible.

La mission première de l'opération est de démanteler le modèle économique des passeurs et des trafiquants, maintenant avec les seuls moyens aériens. Par contre, le volet sauvetage en mer, qui avait permis de sauver près de 45.000 personnes l'année dernière, semble accessoire pour les 28 États-membres.

En décidant de la sorte, l'Union Européenne condamne des milliers de victimes à rester entre les mains des trafiquants en Libye. L'été dernier, l'augmentation du périmètre de la zone de recherche et de secours des garde-côtes libyens avec le soutien de l'UE a eu pour conséquence que les migrants qui étaient secourus dans cette zone étaient dès lors renvoyés vers la Libye. Le 20 décembre 2018, le Bureau de la Mission des Nations Unies en Libye a publié un document¹ dans lequel il est rapporté que l'écrasante majorité des migrants et réfugiés sont détenus arbitrairement sans aucune base légale. Beaucoup de ceux détenus dans les centres de rétention dits « officiels » sont les survivants d'abus terribles alors qu'ils ont été de manière systématique tenus captifs, affamés, passés à tabac quotidiennement, torturés et/ou violés à des fins d'extorsion.

En outre, l'actualité rappelle combien la situation est instable et dangereuse en Libye. Les menaces d'attaques sur Tripoli du maréchal Khalifa Haftar contre le gouvernement dit « d'union nationale » font craindre une nouvelle escalade de violence.

¹ Desperate and Dangerous: Report on the human rights situation of migrants and refugees in Libya
<https://www.ohchr.org/Documents/Countries/LY/LibyaMigrationReport.pdf>



Collectif **réfugiés** luxembourg-lëtzebuurger **flüchtlingsrot**

ACAT, AIL, ASTI, CARITAS, CLAE, CEFIS, PASSERELL, MEDECINS DU MONDE, REECH ENG HAND

www.lfr.lu

Dans ces conditions, le Collectif Réfugiés ne peut que déplorer la décision d'arrêter les opérations navales dans le cadre de la mission Sophia. Il s'agit d'une décision lamentable à laquelle le Luxembourg a donné son accord. Rappelons que, malgré tous les efforts des ONG et de certains pays, l'estimation de l'Organisation internationale des migrations en 2018 monte à 2.300 vies humaines perdues en Méditerranée!

Rappelons ce que dit l'accord de coalition du Gouvernement²: « *Le Luxembourg s'engagera au niveau européen et international pour le respect plein et entier du droit maritime international en matière de recherche et de sauvetage maritime et s'opposera à toute tentative de criminalisation d'actions de sauvetage maritime par des organisations humanitaires.* ».

Le Collectif Réfugiés en **appelle au Ministre des Affaires étrangères et européennes, Jean Asselborn** pour qu'il profite de la réunion du Conseil Affaires Générales, qui a lieu ce mardi 9 avril au Luxembourg, pour remettre le sujet sur la table et pour **mettre une fin à l'hypocrisie européenne qui veut combattre les criminels sans en protéger les victimes.**

Luxembourg, le 8 avril 2019

² P.232